

Est de Montréal

nous avons un marché qui est décroissant, nous avons un marché où l'offre et la demande sont moins fortes qu'avant, et c'est le prix que l'on doit payer pour ce genre de choses. Et les Anglais disent: «You can't have it both ways». Alors, monsieur le Président, c'est le prix qu'on a à payer pour notre industrie. De plus, on dit que pour cette façon de voir les choses mieux vaut un mauvais remède qu'un simple cataplasme, et c'est bien connu, les remèdes les meilleurs sont souvent les plus mauvais à avaler. Je me rappelle quand ma mère me donnait du sirop qui goûtait quasiment le poison, mais j'étais guéri le lendemain. C'est probablement les meilleurs remèdes qu'on ait eus. Les petits bonbons sucrés, cela ne règle rien! Mais mon collègue a peut-être oublié que depuis 1975, 41 raffineries étaient en opération au Canada. Aujourd'hui, malheureusement, ou heureusement pour ceux qui ont de l'électricité, heureusement peut-être pour M. Bourassa, sur les 41, il en reste 28. Il reste seulement 28 raffineries au Canada.

Monsieur le Président, quand ces raffineries ont fermé, ce n'étaient pas les conservateurs qui étaient au pouvoir. En 1980, on a fermé la Gulf à Point Tupper; en 1978, on a fermé la Texaco à Port Credit en Ontario; en 1976, Petro-Canada à Terre-Neuve; la Texaco, en 1984, à Edmonton, en Alberta. On a eu aussi Ultramar en 1983. Calgary a eu la Gulf qui a fermé en 1983; à Saint-Boniface, en septembre 1983... la Shell en juillet 1983. Mais en 1983, le parti conservateur n'était pas encore élu, il était encore en campagne électorale. Il essayait de faire une équipe pour essayer de prendre le pouvoir.

Monsieur le Président, j'en aurais beaucoup à dire sur l'affaire Gulf. J'en aurais au moins pour deux heures. Laissez-moi vous parler du fameux Comité de survie de l'est de Montréal que mon collègue a eu la bonne idée de mettre en place. J'y ai assisté à plusieurs reprises.

Une voix: Une fois!

M. Della Noce: Deux fois! Mon collègue de Montréal—Sainte-Marie s'est encore trompé, monsieur le Président, il dit: Une fois. Mais non, c'est deux fois. Cette fois-là, ce qui est arrivé? Mon collègue a des «Moses» de bonnes idées, mais il a un grand défaut, c'est qu'il invite toujours les personnes qui font son affaire. Il n'a jamais invité d'autre chose que les syndicats. Qu'ils perdent leurs «jobs», c'est triste. Les syndicats ont leur façon de voir les choses et je les respecte. Et il n'y a personne qu'on peut «négliger» d'avoir perdu 300 «jobs», peut-être 200 quand on aura fini le cas, peut-être qu'il n'y aura plus de perte quand ce sera tout réglé. Mais, de toute façon, ils ont perdu 2,000 «jobs» eux autres dans la raffinerie. Qu'est-ce qui est arrivé? On avait les syndicats, les amis, les députés libéraux. Mon collègue de Saint-Denis (M. Prud'homme) s'est joint à nous autres. Il y avait l'autre de Shefford (M. Lapierre) qui est venu mettre le manteau à notre ministre. Cela paraissait bien à la télévision. La télévision était là, monsieur le Président! C'était le *fun*! Mais ils ont oublié un gars, ils ont oublié deux gars. Ils ont oublié celui qui était supposé acheter la raffinerie Gulf, qui était supposé avoir mis 120 millions, qui m'a promis à moi et à mon collègue le député de Terrebonne (M. Toupin) le soir, devant la télévision, devant mon président de caucus, il a dit: Oui, on met 120 millions. Mais non, à la dernière minute, ils nous ont laissés tomber. Alors, ils ne les ont jamais invités, mais ils disent: Il y a un acheteur. Même les journalistes ont embarqué là-dedans, même les journalistes

n'ont jamais dit la vérité. Ils ne la connaissent pas. Mais mon collègue a oublié pourquoi j'étais tout seul de l'autre côté et que moi, je croyais que c'était le bon côté parce que j'étais le seul qui avait la vérité. Mon collègue a oublié d'inviter le gars qui était supposé avoir acheté. Il n'y en a pas eu d'acheteur de la Gulf. C'est cela la vérité! Mon collègue le sait bien trop bien. Voyons donc! Monsieur le Président, je sais que mon temps est écoulé.

• (1805)

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, je pense que depuis le début du débat, on a entendu parler à peu près de tout sauf de la motion de notre honorable collègue de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) qui demande et je demande à la Chambre de bien écouter la motion puisque nous allons lui demander à la fin du débat de se prononcer:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité d'intervenir dans le dossier du dépérissement industriel de l'Est de Montréal en déclarant ce territoire «zone désignée» (zone 4) et de favoriser l'obtention de contrats pour la Versatile-Vickers, les usines Bombardier et C.S.W. et d'autres entreprises en péril.

C'est de cela que l'on parle actuellement, monsieur le Président. C'est ce à quoi s'est consacré mon honorable collègue et ami le député de Montréal—Sainte-Marie. Il a été choisi d'abord par les gens de l'est de Montréal et il a eu la confiance absolue du caucus qu'il représente ici, le caucus des députés de Montréal et du Québec. Nous lui avons demandé d'organiser tous ces comités de survie et il l'a fait dans l'esprit, non pas partisan, mais dans l'esprit de sauver ce que nous considérons être une des choses les plus importantes: l'est de Montréal. Qu'est-ce que c'est que l'est de Montréal pour nous, Québécois? Je comprends que l'honorable député du Nouveau parti démocratique, un nouvel arrivé, comme disait mon collègue de Papineau (M. Ouellet), au Québec, ils ne comprennent pas ce que cela peut représenter, pour nous du Québec, nous les Québécois, nous les Montréalais.

Je me souviendrai toujours, et vous vous souviendrez vous-même, monsieur le Président, du discours de M. Marchand lorsqu'il était député de cette Chambre et ministre, lorsqu'il disait qu'il nous faut bien comprendre que le Québec, non seulement est une province différente, mais que le coeur économique, c'est Montréal. Lorsque Montréal ne fonctionne pas, c'est l'ensemble de la province de Québec qui ne fonctionne pas, parce qu'il y a cette tendance au Québec, où les gens quittent les régions rurales pour venir s'établir à Montréal. Mais lorsqu'ils quittent le Québec pour venir s'établir à Montréal, je le dis en toute amitié, ce n'est pas dans l'ouest de Montréal qu'ils vont s'établir. Je sais qu'actuellement il y a un renouveau dans certaines industries, mais ce renouveau se remarque plus particulièrement dans l'ouest de Montréal. Je suis député d'une partie de l'est de Montréal et aussi de l'ouest de Montréal, je suis bien à même de vous dire que c'est un peu le phénomène qui se produit.

Lorsque mon collègue de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) donne tout son temps, toute sa passion, à défendre les intérêts de l'est de Montréal, ce sont ces milliers de travailleurs qui ne sont pas recyclables. Jamais dans toute ma vie, et je le dis à la Chambre, ouvertement, c'est peut-être un peu gênant, mais jamais de toute ma vie j'ai été aussi stimulé, aussi frappé que lorsque j'ai été avec mon collègue de Montréal—